l'humanité rouge

GREVES DE LA FAIM CONTRE LES EXPULSIONS

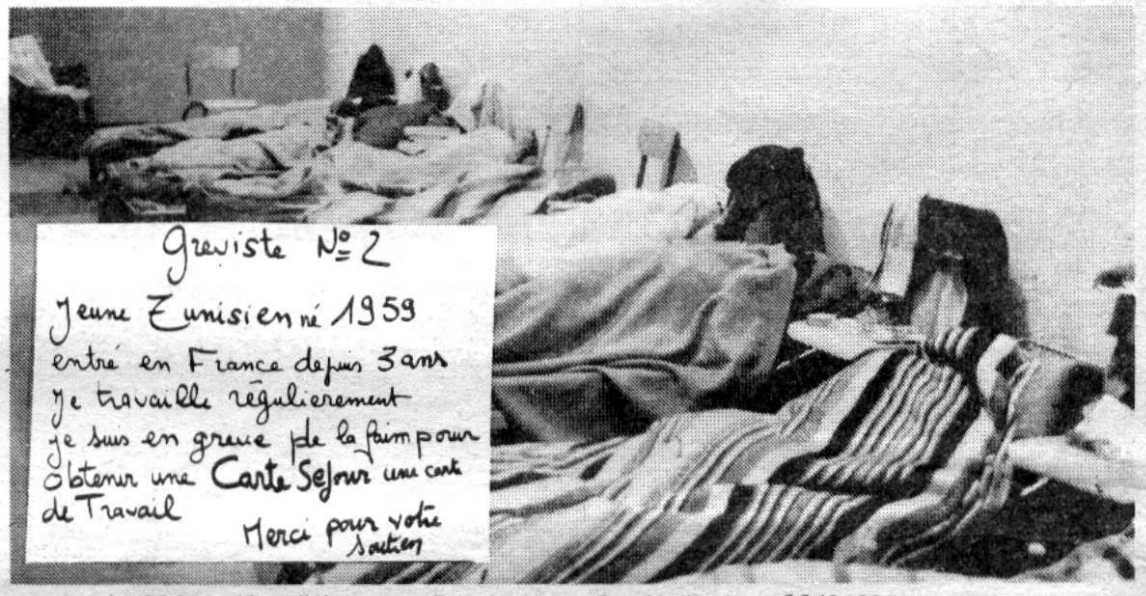
Deux grèves de la faim sont en cours en ce moment, l'une à Lyon depuis le 2 avril, l'autre à Massy (en région parisienne) depuis le 22 avril. Toutes deux ont la même cible : s'opposer aux expulsions d'immigrés dont le pouvoir giscardien a, ces derniers mois, étendu la pratique avec une brutalité et un arbitraire accrus. Quartiers ou foyers immigrés bouclés par de considérables forces policières et rafles massives, contrôles de police multipliés, dans le métro (à Paris) mais aussi dans la rue, dans les cafés : c'est, entre autres, cela la politique d'immigration du patronat et de son gouvernement actuel ; c'est cette politique qu'ont préparée les lois et circulaires ministérielles anti-immigrés mises en place durant le septennat de Giscard. C'est cela que le patronat comme Giscard envisagent d'amplifier encore dans les mois à venir.

Le cas de Massy le montre bien : cela n'a nullement pour but de combattre les trafiquants d'hommes, profiteurs de la misère du Tiers Monde, florissant particulièrement depuis l'arrêt giscardien de l'immigration. Les bases d'un tel trafic et de la surexploitation dont les immigrés clandestins sont les doubles victimes seraient largement sapées si les sans papiers étaient régularisés et si les immigrés avaient des droits de par la loi (et à condition qu'elle soit appliquée) égaux à ceux des travailleurs français. De quel rapport pourrait être en effet le trafic, si les hommes qui en sont victimes, au lieu d'être pourchassés, pouvaient vivre non clandestinement et si les trafiquants au contraire (et ceux qui profitent du trafic) étaient eux pourchassés? Et ce trafic trouverait-il des débouchés si les clandestins ne l'étaient plus et si les droits et salaires des immigrés étaient les mêmes que ceux des Français?

Mais la politique giscardienne est justement à l'opposé... Giscard fait pourchasser les sans-papiers : ce fut le cas à Massy. Comme l'an dernier pour les sans-papiers des sordides ateliers du Sentier à Paris, comme – autour de l'année 75– pour les Tunisiens, les Mauriciens, les Pakistanais, les jeunes tunisiens de Massy sont acculés à la grève de la faim.

Le problème soulevé par la grève de la faim de Lyon est autre, et tout aussi révélateur des intentions et pratiques giscardiennes. Il s'agit de ceux que l'on appelle « la deuxième génération », les jeunes immigrés nés en France ou venus dans leur première enfance avec leurs parents ou rejoindre leur père travaillant depuis longtemps en France. Ceux-là aussi, le pouvoir les fait expulser, sous prétexte de délit ayant donné lieu à condamnation (la peine étant parfois purgée depuis longtemps), ou simplement comme sanction, totalement arbitraire et décrétée par la police, d'un délit supposé : c'est l'application de la loi Bonnet qui donne toute latitude à l'appareil policier d'expulser pour ce qu'il estime être un « trouble à l'ordre public ». Et même, dans les rafles devenues courantes, dans le silence des commissariats, il n'est sans doute pas besoin de motif à l'arbitraire policier. C'est pour que cela soit interdit par la loi que luttent les trois grévistes de la faim de Lyon ; pour que ces jeunes puissent choisir s'ils veulent ou non rester en France ; pour que pouvoir et patronat ne puissent ainsi se débarrasser d'une partie de la jeunesse populaire, cette jeunesse à qui il n'a que chômage et répression à offrir.

Les aspects de la politique giscardienne auxquels s'opposent ces deux grèves de la faim sont sans doute parmi les traductions les plus fortes de ce qui s'appelle « faire payer la crise aux travailleurs ». C'est pourquoi ces luttes sont très importantes, concernent tous les travailleurs, et doivent concentrer le plus large soutien.



Massy «Ce n'était plus possible»

Il a 20 ans ; il est l'aîné d'une famille de 8 enfants, là-bas en Tunisie. Il travaille en France depuis 2 ans. Il fait la grève de la faim à l'église Saint Paul de Massy, en banlieue sud de Paris, depuis le mercredi 22 avril, pour obtenir la carte de séjour.

Son voisin a 20 ans comme lui ; ils sont 10 aussi dans la famille ; le père est en France depuis 18 ans et travaille à la mairie de Massy : il est malade en ce moment. L'un des frères, lui aussi en France, est ici dans cette église, lui aussi en grève de la faim, pour la carte de séjour, pour la liberté ; pour pouvoir vivre sans raser les murs, sans se cacher au moindre uniforme aperçu à l'horizon, sans rester en fait enfermé la plupart du temps (en dehors du boulot) au foyer : le seul, le dernier asile...

Un autre, parmi les 19 qui sont là, sur leurs lits de camp, travaillait en intérim, non déclaré! Il a eu un accident et a dû tout payer de sa poche...

Tous sont en France depuis deux à cinq ans ; tous travaillaient ; tous sont de jeunes tunisiens, venus plus ou moins de la même région de leur pays, se retrouvant plus ou moins dans cette même banlieue : Massy, Longjumeau...

Ils ne pouvaient plus vivre comme ça, clandestinement. La mairie avait fait des démarches pour qu'eux, et d'autres, soient régularisés. Sans succès. Et les choses empiraient depuis quelques mois.

Depuis que le pouvoir a déclanché son *« attaque contre l'immigration clandestine »* : traduisez amplifier la pratique des expulsions de travailleurs immigrés en situation irrégulière, au gré des demandes administratives ou autres.

Expulsions de travailleurs immigrés bien sûr, et non pas lutte contre les individus qui font leur fortune dans ce trafic d'hommes, d'autant plus florissant que l'impérialisme sème dans le tiers monde misère et famine ; dans le trafic de papiers (cartes de séjour, de travail) qui va de pair, d'autant plus juteux que sont plus traqués les irréguliers, les sans-papiers.

Expulsions d'immigrés et pas non plus bien sûr lutte contre les patrons, qui profitent de ces hommes exploitables à merci, directement ou au travers de boites d'intérim, ou d'ateliers clandestins comme l'avait révélé la lutte des sans-papiers du Sentier.

Non, le pouvoir s'en prend aux victimes... Son attaque contre l'immigration clandestine, ce sont des rafles, à Lyon, à Marseille, à Orléans... A Massy, c'était le 3 février dernier, au foyer de la rue Ampère, où ces jeunes tunisiens logeaient, une rafle faite à la demande de la Sonacotra (*). Ce jour-là, à 5 heures du matin, quatre compagnies de CRS et 40 policiers, sous les ordres de 5 commissaires, investissaient le foyer et embarquaient 68 résidents. Trois étaient expulsés sur le champ. Prétexte : trafic de faux papiers! Sans preuves et pour cause : ils étaient en fait, comme les autres, de simples travailleurs, parlant bien mal le français, ayant eux-mêmes bien du mal à se débrouiller dans le métro ou ailleurs, et bien incapables de prendre en mains un trafic pareil!

Depuis, les 65 autres, qui n'avaient pas de papiers, sont menacés d'expulsion d'un jour à l'autre.

Depuis, ce n'était plus possible...

Le maire socialiste de Massy, Germon, et le Conseil municipal, la conseillère générale de l'Essonne, Marie-Noëlle Lieneman, ont à nouveau fait des démarches ; le préfet avait pris des engagements.

Depuis, rien... Ce n'était plus possible.

Les grévistes de la faim, appuyés par leurs compatriotes, ont, outre leur action, d'autres instruments pour leur lutte :

– un « Comité de négociations » comprenant 11 personnes (le maire, la conseillère générale, un représentant de l'UD CFDT, de l'UD FO, de la Ligue des Droits de l'Homme, d'autres personnalités et élus...) pour les démarches auprès des autorités. Des demandes d'audience ont été envoyées au préfet, au ministre de l'Intérieur, au ministre du Travail.

– un Collectif de soutien comprenant 18 organisations politiques, syndicales, humanitaires, pour la popularisation et le soutien de masse, ainsi que pour le soutien matériel (auquel la mairie prend une large part). On peut envoyer le soutien financier à Annie-Laure Delacroix, CCP 3549439B La Source. On peut aussi (et surtout) aller les voir, participer aux gardes de nuit Il y a beaucoup à faire.

La lutte est également soutenue par l'UL CGT de Massy.

Une pétition a été rédigée ; une manifestation est prévue le 6 mai, à 17H, à Massy.

Il faut obtenir leur régularisation ; il leur la carte de séjour. La régularisation des travailleurs sans papiers, c'est la meilleure arme contre le trafic d'hommes, l'exportation éhontée dont ils sont victimes, cette forme supplémentaire de pillage du tiers monde.

(*) L'intervention policière contre le foyer Sonacotra de la rue Ampère à Massy est-elle un hasard? Ce foyer a un passé : ses résidents ont participé pleinement à la lutte des foyers Sonacotra, qui s'est achevée pour le foyer Ampère, par un accord, l'an dernier. Les résidents sont à nouveau en lutte contre une très forte hausse des loyers que veut imposer la Sonacotra.

Soutien large pour ceux de Lyon

Samedi 25 avril, le Collectif parisien de solidarité avec les jeunes immigrés et les grévistes de la faim de Lyon appelait à une journée nationale de jeûne. 56 personnes ont répondu à cet appel à Paris et un sitting s'est tenu sur le parvis de Notre Dame de 14h 30 à 16h, rassemblant plusieurs centaines de personnes, Français et immigrés. Des personnalités se sont jointes à l'action et sont venues apporter leur soutien, tel Jean Verdier, ancien président de la faculté Paris 10 (Nanterre). Au cours du sitting, des immigrés ont témoigné de la politique d'expulsion menée par le gouvernement français. Une jeune Algérienne a raconté comment en 1979, toute sa famille s'est vue notifier une mesure d'expulsion dans un délai d'une semaine, alors qu'ils étaient en France depuis des années. Grâce à la solidarité de certains Français, sa famille a pu rester, mais elle subit encore des tracasseries policières et administratives.

« On est nés en France, on y est allé à l'école, on y a tout appris, on demande à y rester » a-t-elle conclu. Un représentant des grévistes de la faim de Massy prit également la parole pour apporter leur solidarité et expliquer leur grève.